

Poles", de Stewart Stevens, paru aux alentours de Noël 1982, ne parle pas des événements postérieurs à 1981.

Même si nous appuyons de tout coeur Lech Walesa et ses camarades de Solidarité, et même si nous nous demandons pourquoi les autorités polonaises n'ont pas réussi à les associer à leur stratégie de réforme, il nous faut néanmoins envisager la Pologne d'un point de vue beaucoup plus large.

Historique

Afin de bien comprendre les événements remarquables qui se sont déroulés en Pologne au cours de la dernière année, il faut tout d'abord mettre en lumière les divers aspects de la situation polonaise depuis la Seconde Guerre mondiale.

La Pologne, même si elle compte plus de 36 millions d'habitants, vit dans l'ombre de l'U.R.S.S., une superpuissance exigeant que son voisin soit un pays ami et un allié.

Depuis la dernière guerre, la Pologne a connu une demi-douzaine de crises politiques et socio-économiques, dont chacune a débouché sur une effusion de sang. Les différentes idéologies et les divers groupes de la société sont séparés par des gouffres insondables.

L'économie polonaise a connu un essor considérable des investissements au cours des années '70, grâce surtout aux crédits de l'Occident; crédits qui ont été réduits en 1978 lorsque les paiements des intérêts sont montés en flèche, puis ont été carrément sabrés par les gouvernants en 1982, lorsque la loi martiale est entrée en vigueur. En raison d'une mauvaise planification et d'une organisation déficiente, l'économie est dans le marasme et, depuis quatre ans, le P.N.B. diminue. Toutefois, l'essor antérieur de l'économie a permis une redistribution des revenus, et le niveau de vie est toujours plus élevé en Pologne qu'en U.R.S.S. Même au cours des deux dernières années, et malgré un échec économique flagrant, Solidarité a réussi à réduire la longueur de la semaine de travail, à obtenir des salaires plus élevés, des avantages sociaux additionnels et une retraite plus hâtive.

Un autre facteur compliquait encore la situation: le pays était dirigé par un parti unique qui avait toléré l'inefficacité, l'absence d'innovation et la corruption. Pourtant, il existe également une opposition non officielle, mais tolérée, formée par l'Église, les groupes de travailleurs et d'intellectuels et les organismes sociaux, qui entretiennent la flamme inextinguible de la démocratie.

Enfin, à l'automne de 1981, Solidarité était beaucoup plus qu'un simple syndicat. Avec ses dix millions de membres (sur un total de 14 millions de travailleurs), le mouvement était devenu une force sociale désireuse d'assumer un pouvoir politique. Il constituait presque un gouvernement parallèle sur lequel Walesa n'avait plus la haute main. Solidarité était devenu le véhicule des ambitions personnelles de chacun. Les théories des fondamentalistes de gauche, avec leur côté intolérant, engendraient des tendances anarchiques. Ce qui, par ricochet, alimentait les réactions de la droite comme le mouvement Grünwald, caractérisé, selon des observateurs de l'extérieur, par une sorte de fascisme nationaliste. Nombreux furent les